

que la moitié, six cents mille personnes, donnent en moyenne dix centins chacune par année, cela ferait la jolie somme de soixante mille piastres. Avec ces soixante mille piastres, on peut mettre quatre cents familles indigentes, mais courageuses, en état de vivre sur des terres neuves. Quatre cents familles représentent au moins deux mille âmes. En cinq ans elles défricheraient au moins huit mille acres, ce qui représenterait à peu près un quart de million d'augmentation de la richesse nationale, d'une richesse durable, permanente, impérissable, et qui ne ferait que se multiplier rapidement en valeur.

« L'existence de pareilles sociétés aurait encore un autre bon résultat : elles contribueraient à raviver au sein de notre population le sentiment du patriotisme et ce salubre esprit public qui fait mieux comprendre la solidarité des habitants d'un même pays les uns envers les autres, et l'intérêt commun par lequel ils sont liés entre eux.

« Il est une chose certaine, c'est que si nous ne tentons pas des efforts énergiques et persévérants pour nous entraider, nous emparer du sol, exploiter les richesses du pays et retenir nos compatriotes au Canada, nous tournons aveuglément le dos au bel avenir national que la Providence nous réservait et marchons à grands pas vers les changements politiques dans lesquels nous aurons plus à perdre qu'à gagner. Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir cela ; il suffit d'examiner froidement ce qui se passe sous nos yeux et de savoir un peu lire dans l'avenir à l'aide de la lumière de l'expérience acquise.

Le clergé, qui a toujours été le premier à encourager la colonisation, ainsi qu'à soulager la misère des pauvres et à travailler à retenir les Canadiens dans leur pays, approuvera de tout cœur, nous en sommes sûr, le mouvement à la fois patriotique et charitable qui s'organise en ce moment. Il peut faire beaucoup, c'est même lui qui peut faire le plus pour en assurer le plein succès, car il sait mieux que n'importe qui entraîner la masse avec lui, de quel qu'entreprise qu'il s'agisse. Et avec la masse du peuple en faveur d'une entreprise semblable, les moyens pour la mener à bonne fin ne sauraient manquer.

« Nos gouvernants, surtout nos gouvernants de Québec, ont, il nous semble, un devoir bien clair de tracé dans les circonstances actuelles : c'est de s'autoriser de l'existence reconnue d'un besoin public pour faire une dépense extraordinaire d'argent en faveur de la colonisation, tout en soulageant de nombreuses misères, faut-il pour cela recourir à un emprunt spécial. Il peut être assuré que la législature approuverait ensuite une dépense faite, sans autorisation préalable, pour un tel but et dans de pareilles circonstances ; car il n'y a pas à différer, le besoin est grand et pressant.

« Il faudra en venir en ce pays comme aux Etats-Unis au système d'octroi gratis de terres neuves, non pas, bien entendu, à tous les solliciteurs indistinctement, mais aux colons de bonne foi qui veulent s'y établir eux-mêmes, y demeurer et y défricher.

« On dit généralement : « Le Gouvernement fait déjà assez pour les colons ; il lui en coûte déjà assez cher pour faire arpenter les terres, ouvrir des chemins, entretenir des agents, etc., etc., sans qu'il surcharge encore davantage de taxes la masse des contribuables pour en venir à donner des terres pour rien à ceux qui veulent défricher. Le colon doit reconnaître tout ce qu'on fait pour lui et payer volontiers le faible prix qu'on lui demande en retour de tout cela pour son fonds de terre. »

« Il est vrai que trente, quarante ou soixante piastres pour cent acres de terre, c'est peu en soi ; mais pour un pauvre homme, souvent chargé d'une famille de plusieurs enfants, et

n'ayant guère pour toute richesse que sa hache et son courage, cette somme est relativement un lourd fardeau de plus. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que si le Gouvernement fait beaucoup pour le colon par l'arpentage des terres, l'ouverture des chemins principaux, l'entretien d'agences, etc., le colon fait encore plus pour le Gouvernement, en défrichant des terres neuves et en assurant, par son travail ardu et courageux, une augmentation permanente de la richesse publique et par conséquent des revenus futurs du pays. Or, le travail du colon est dur, et ce ne sont pas toutes les personnes qui se font une idée exacte des souffrances morales et physiques qu'il lui faut braver, — ennuis, fatigues, privations de toutes sortes. Si l'on connaissait mieux et le mérite du colon et les avantages que le pays doit retirer plus tard des fruits de son travail, on ferait encore plus pour lui faciliter sa tâche aussi ardue que méritoire. Que le Gouvernement épargne plutôt sur d'autres choses et qu'il dépense davantage pour la colonisation, ce sera de saine et patriotique politique.

« Mais même en faisant tout ce qu'il pourrait rigoureusement, nous pensons que le Gouvernement ne ferait pas encore assez pour la colonisation avec les revenus actuels de la province. C'est pourquoi il est bon de rechercher les moyens de lui créer de nouvelles ressources pour cette fin. Nous croyons qu'une loterie nationale permanente, dont il aurait la direction ainsi que les profits, répondrait parfaitement au but en question. Plusieurs états de la république américaine retirent de jolis revenus de semblables loteries, entre autres la Louisiane. L'Italie fait aussi la même chose et s'en trouve bien. Ici on pourrait créer un fonds spécial de colonisation avec les bénéfices ainsi réalisés chaque année. Et nous ne doutons nullement qu'une loterie organisée pour une pareille fin surtout, n'eût un plein succès.

« Par exemple, le Gouvernement pourrait donner un grand prix de vingt-cinq mille piastres ; puis, cinq de dix mille piastres ; cinquante de mille piastres ; cinq cent de cent ; mille de cinquante ; en tout, disons, deux cent vingt-cinq mille piastres. Et il vend sept cent soixante-quinze mille billets à une piastre chacun. En supposant que l'administration de la chose coûtât cinquante mille piastres, il lui resterait cinq cent mille piastres de profit. Avec un demi million ou à peu près par année, que de progrès on ferait faire à la colonisation en cette province, que de familles on retirerait de la misère, enfin, que de force l'on retiendrait au pays !

« Le mode de tirage des billets, pour inspirer plus de confiance au public et garantir plus d'impartialité, pourrait être découlé et surveillé par des juges choisis et recommandables par leur intégrité et leur honorabilité, au nombre desquels des membres du clergé consentiraient sans doute de se laisser porter.

« L'idée doit valoir au moins la peine qu'on s'en occupe, qu'on la discute et qu'on en essaie la réalisation. On a souvent essayé des projets qui n'étaient pas plus pratiques que celui-ci. »

CAUSERIE AGRICOLE

CULTURE DES PRAIRIES. (Suite)

Conservation du foin.—Depuis quelques années, on a adopté en Canada une excellente méthode de conserver le foin. Cette méthode, très-peu dispendieuse, non-seulement conserve toutes les qualités du fourrage, mais encore le rend plus succulent et